

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

=====

OFFICE DE PROTECTION
DES VÉGÉTAUX



REPUBLIQUE DU MALI

=====

Un Peuple—Un But—Une Foi

STRATÉGIE NATIONALE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PHYTOSANITAIRES DU MALI

2026 – 2030



BANQUE MONDIALE



Table des matières

Sigles et abréviations	3
INTRODUCTION	4
I. PRESENTATION DE L'ORGANISATION NATIONALE DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX DU MALI	4
1.1. Bref historique	4
1.2. Statut et missions de l'OPV	6
1.3. Organisation et fonctionnement de l'OPV	6
II. BREVE PRESENTATION DE L'OUTIL D'ÉVALUATION DES CAPACITÉS PHYTOSANITAIRES (ECP)	7
III. L'ÉVALUATION DES CAPACITES PHTOSANITAIRES DU MALI ET SES RESULTATS	8
3.1. Contexte	8
3.2. Résultats	9
3.3. Cadre Logique de la stratégie	12
3.4. Coût des activités et source de financement	31
3.5. Coûts par résultat attendu	36
3.6. Plan de travail	39
3.7. Axes, Objectifs stratégiques et Résultats	46
3.8. Axes, Objectifs stratégiques, Résultats et Activités	48
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	53

Sigles et abréviations

ARP :	Analyse du Risque Phytosanitaire
CILSS :	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIPV :	Convention Internationale pour la Protection des Végétaux
CMP :	Commission des Mesures Phytosanitaires
DCRPP:	Division du Contrôle et de la Réglementation Phytosanitaires
DGRC/SDR :	Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle du Secteur de Développement Rural
DNA :	Direction Nationale de l'Agriculture
DNAMR :	Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural
DPRPAV :	Division de Prévention des Risques et Protection des Animaux et des Végétaux
ECP :	Evaluation des Capacités Phytosanitaires
LOA :	Loi d'Orientation Agricole
MDR :	Ministère du Développement Rural
NIMP :	Normes Internationales pour les Mesures Phytosanitaires
OCLALAV :	Organisation Commune de Lutte Antiacridienne et de Lutte Anti-aviaire
ODIK :	Opération de Développement Intégré du Kaarta
OICMA :	Organisation Internationale de lutte contre le Criquet Migrateur Africain
ONPV :	Organisation Nationale de Protection des Végétaux
OPSR :	Opération Protection des Semences et Récoltes
OPV :	Office de Protection des Végétaux
PDA :	Politique de Développement Agricole
PIB :	Produit Intérieur Brut
PRSA :	Programme de Résilience du Système Alimentaire
SPV :	Service de la Protection des Végétaux / Secteur de Protection des Végétaux
SRPV :	Service Régional de Protection des Végétaux
UA :	Union Africaine
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

INTRODUCTION

À l'aube de l'année 2026, l'agriculture demeure le moteur de l'économie malienne, contribuant à plus de 30% du Produit intérieur brut (PIB). Cependant, cette ambition de croissance se heurte à une pression biotique accrue, exacerbée par les changements climatiques et l'émergence de nouveaux ravageurs transfrontaliers. Pour garantir la sécurité alimentaire et conquérir de nouveaux marchés internationaux, le Mali doit impérativement aligner son système de protection des végétaux sur les standards mondiaux.

La présente stratégie n'est pas une simple déclaration d'intentions ; elle est le résultat d'une évaluation rigoureuse menée via l'outil de l'Évaluation des Capacités Phytosanitaires (ECP). Développé par la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV), cet outil a permis de réaliser un diagnostic sans complaisance à travers 11 des 13 modules thématiques, impliquant l'ensemble des parties prenantes (public, privé, recherche).

L'utilisation de l'ECP a mis en lumière des besoins critiques notamment :

- la nécessité d'actualiser un cadre législatif devenu obsolète face à la CIPV et aux nouvelles normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) ;
- l'urgence de moderniser les capacités de diagnostic et de surveillance sur le terrain ;
- l'importance de digitaliser la certification phytosanitaire pour sécuriser les exportations des produits agricoles à travers le système de certification électronique *ePhyto*.

I. PRESENTATION DE L'ORGANISATION NATIONALE DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX DU MALI

1.1. Bref historique

Pays à vocation agro-pastorale, le Mali a élaboré en août 2013 sa Politique de Développement Agricole (PDA) sur la base de sa Loi d'Orientation Agricole (LOA). Le secteur agricole contribue activement à la stabilité économique et sociale du pays, avec 80% des actifs et 30% des recettes d'exportation.

Sur le plan phytosanitaire, le Mali est confronté à la présence de nombreux types d'organismes nuisibles dans les cultures, les champs et les entrepôts de produits végétaux. Le Mali a donc pris des dispositions pour lutter contre ces organismes nuisibles et réduire leurs effets néfastes.

Le premier service chargé de lutter contre les nuisibles des végétaux a vu le jour en 1942 avec la création du « Bureau Antiacridien ». En 1955, le « Bureau Antiacridien » devient le Service de Protection des Végétaux (SPV). En 1960, le SPV devient une division de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) chargée de la défense des cultures. En 1975, la mission de protection des végétaux est ramenée à l'Opération Protection des Semences

et Récoltes (OPSR) dans le souci de rendre la protection des végétaux plus opérationnelle dans la mesure où elle pouvait bénéficier des financements pour bien mener ses activités.

Par la suite, trois faits importants vont contribuer à convaincre les autorités politiques maliennes de la nécessité de la création d'un service de la protection des végétaux avec des fonctions plus élargies :

- la grande mobilisation financière et matérielle au plan national et international pendant les campagnes 1985 et 1987 contre les invasions des sautériaux;
- la dissolution de l'Organisation Internationale de lutte contre le Criquet migrateur Africain (OICMA) en 1985 et les difficultés de fonctionnement de l'Organisation Commune de Lutte Antiacridienne et de Lutte Anti-aviaire (OCLALAV) depuis les années 80 ;
- la mise en œuvre de certains projets dont le Projet lutte Intégrée au niveau des Etats du CILSS de 1979 à 1985, le Projet Pilote Britannique de Mourdiah de 1985 à 1991 et l'Opération de Développement Intégré du Kaarta (ODIK) ont contribué à la lutte contre les nuisibles des cultures en plus des sautériaux et les oiseaux granivores (*Quelea quelea*).

Ainsi, le Service de la Protection des Végétaux (SPV) du Mali fut créé par l'Ordonnance n° 87-04/P-RM du 02 avril 1987 et organisé par le Décret n° 100-PG-RM du 25 avril 1987 avec toutes les missions dévolues à un service de protection des végétaux, et en conformité avec les conventions et les règlements internationaux, sous-régionaux et régionaux. Le SPV était chargé de :

- mettre en œuvre le programme national de protection des végétaux et de lutte contre les maladies, parasites et déprédateurs des cultures, des récoltes et de la flore ;
- organiser la qualité et la communication des informations en matière de protection des végétaux ;
- contrôler la qualité des produits phytosanitaires et l'état de santé des végétaux et des produits végétaux en relation avec les services compétents en la matière ;
- former le personnel d'encadrement des paysans en protection des végétaux.

La création du Ministère du Développement Rural (MDR) en 1996 a donné lieu à une restructuration institutionnelle. Les missions du SPV ont été réparties entre la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) qui assurait l'application des mesures de lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle du Secteur du Développement Rural (DGRC/SDR) qui était chargée de la réglementation, du contrôle phytosanitaire, de la qualité du conditionnement et de la qualité des intrants agricoles. Au sein de la DNAMR, la mission de protection des végétaux est gérée par la Section Protection des Végétaux relevant de la Division de Prévention des Risques et Protection des Animaux et des Végétaux (DPRPAV).

En 2005, de nouvelles structures ont été mises en place pour gérer la mission de protection des végétaux. Il s'agit de :

- l'Office de Protection des Végétaux (OPV) chargé d'assurer la mise en œuvre de la politique nationale en matière de la protection des végétaux ; et
- la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) chargée, à travers une Division du Contrôle et de la Réglementation Phytosanitaire (DCRPP), d'élaborer et veiller à l'application de la réglementation relative au contrôle phytosanitaire et au conditionnement des produits agricoles.

En 2006, l'Unité de Lutte contre le criquet pèlerin, rattaché à l'OPV, a été érigée en Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin (CNLCP) avec pour mission de gérer toutes les activités de surveillance, d'alerte et de lutte contre ce ravageur.

1.2. Statut et missions de l'OPV

Créée par la Loi n°05-011 du 11 février 2005, l'Office de Protection des Végétaux (OPV) est l'Organisation Nationale de Protection des Végétaux (ONPV) du Mali. C'est un Etablissement Public National à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. L'OPV a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique nationale en matière de protection des végétaux. A ce titre, l'OPV est chargé principalement de :

- coordonner les opérations de surveillance des végétaux et des cultures en vue de signaler l'existence, l'apparition et la propagation des ennemis des végétaux et produits végétaux ;
- prendre les mesures et coordonner les opérations de lutte contre les ennemis des végétaux et des produits végétaux en vue de protéger les cultures, les récoltes et la flore ;
- procéder à la désinfestation ou la désinfection des envois de végétaux et des produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux ;
- développer, mettre en œuvre et vulgariser les méthodes alternatives de lutte dans le domaine de la protection des végétaux, en relation avec les services et organismes compétents en la matière ;
- collecter, analyser et diffuser les informations et la documentation techniques et scientifiques nécessaires en matière de protection des végétaux ;
- veiller à la formation du personnel d'encadrement rural et des paysans en matière de protection des végétaux.

L'OPV exécute sa mission en collaboration avec plusieurs parties prenantes intervenant dans le secteur agricole.

1.3. Organisation et fonctionnement de l'OPV

L'OPV comprend trois (3) divisions (Division Surveillance, Alerte et Intervention ; Division Etudes-Expérimentations ; Division Administrative et Financière), deux (2) Bureaux (Bureau Suivi-Evaluation et Audit interne ; Bureau Documentation, Information et Communication) et deux (2) Cellules (Cellule de Maintenance ; Cellule de Suivi Environnemental). Une (1) Agence comptable assure la tenue de la comptabilité.

L'OPV est représentée au niveau de chaque Région par un Service Régional de Protection des Végétaux (SRPV) et au niveau du Cercle par le Secteur de Protection des Végétaux (SPV).

L'OPV compte actuellement 100 agents dont 23 Ingénieurs d'agriculture, 30 Techniciens d'agriculture, 14 agents techniques d'agriculture et 33 personnels d'appui. Cet effectif comprend 15 femmes soit 15%.

II. BREVE PRESENTATION DE L'OUTIL D'ÉVALUATION DES CAPACITÉS PHYTOSANITAIRES (ECP)

La Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) est un traité intergouvernemental comprenant actuellement 185 pays (Parties contractantes). La CIPV vise à protéger les ressources végétales mondiales contre la propagation et l'introduction des organismes nuisibles dans les pays et à promouvoir un commerce sûr. La Convention a introduit les normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) comme principal outil pour atteindre ses objectifs et réguler les échanges internationaux des végétaux et produits végétaux, ce qui en fait la seule organisation mondiale de normalisation en matière de santé des végétaux.

L'outil d'Evaluation des Capacités Phytosanitaires ou ECP est un outil que le Secrétariat de la CIPV a développé pour aider les Parties contractantes à évaluer leur système phytosanitaire et à identifier les lacunes par rapport à la convention elle-même et à ses NIMP. L'ECP est un processus participatif complet dirigé et conduit par l'ONPV du pays, impliquant toutes les parties prenantes pertinentes avec l'aide d'un facilitateur et soutenu par le Secrétariat de la CIPV. Le processus est conduit en plusieurs phases, avec un large éventail d'avantages, pour aider les pays à évaluer leurs capacités phytosanitaires. Les avantages de l'ECP comprennent, entre autres, de permettre au personnel et aux parties prenantes pertinentes du système phytosanitaire du pays de mieux comprendre les missions et objectifs de l'ONPV, la CIPV, les NIMP, ainsi que les recommandations de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) et les diverses ressources techniques disponibles à l'ONPV.

L'ECP permet, à terme, d'élaborer une stratégie nationale de renforcement des capacités phytosanitaires pour remédier aux lacunes identifiées et permettre à l'ONPV de réaliser efficacement ses missions.

L'évaluation des capacités phytosanitaires est une plateforme en ligne composée de 13 modules utilisant des questionnaires pour renseigner le processus d'évaluation. Les modules sont subdivisés en trois catégories :

- 1) Catégorie un : **niveau système** constitué de trois modules (1 : Profil du pays ; 2 : Législation phytosanitaire nationale ; 3 : Évaluation des forces environnementales) ;
- 2) Catégorie deux : **niveau organisationnel** composé de trois modules (4 : Mission et stratégie de l'ONPV ; 5 : Structure et processus de l'ONPV ; 6 : Ressources de l'ONPV ;
- 3) Catégorie trois : **niveau opérationnel** avec sept modules (7 : Capacité de diagnostic des organismes nuisibles ; 8 : Capacité de surveillance et de signalement des organismes nuisibles ; 9 : Capacité d'éradication des organismes

nuisibles ; 10 : Système phytosanitaire de réglementation des importations ; 11 : Analyse des risques phytosanitaires ; 12 : Zones, lieux et sites exempts d'organismes nuisibles ; 13 : Certification à l'exportation, la réexportation, le transit).

Le pays peut choisir de conduire tout ou partie de ces modules, en fonction de ses besoins et de ses priorités

Dans le cadre de l'ECP du Mali, l'Office de Protection des Végétaux (OPV) du ministère de l'Agriculture, l'Organisation nationale de protection des végétaux (ONPV) du Mali, a choisi les 11 modules suivants :

- Module 1 : Profile du pays
- Module 2 : Législation phytosanitaire nationale
- Module 3 : Évaluation des forces environnementales
- Module 4 : Mission et stratégie de l'ONPV
- Module 5 : Structure et processus de l'ONPV
- Module 6 : Ressources de l'ONPV
- Module 7 : Capacité de diagnostic des organismes nuisibles
- Module 8 : Capacité de surveillance et de signalement des organismes nuisibles
- Module 10 : Système de réglementation phytosanitaire à l'importation
- Module 11 : Analyse du risque phytosanitaire
- Module 13 : Certification à l'exportation, la réexportation et le transit.

L'ECP est un système interactif demandé par le pays, exécuté par le pays avec l'appui de Facilitateurs ECP expérimentés formés par le Secrétariat de la CIPV.

III. L'ÉVALUATION DES CAPACITES PHTOSANITAIRES DU MALI ET SES RESULTATS

3.1. Contexte

L'Évaluation des capacités phytosanitaires du Mali entre dans le cadre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA) au Mali (P172769), financé par la Banque mondiale. Le PRSA vise à renforcer la capacité de certains pays de l'Afrique de l'Ouest à faire face aux défis de sécurité alimentaire. Les principaux objectifs du PRSA-Mali sont 1) d'améliorer la sécurité alimentaire, 2) de renforcer la résilience des communautés, 3) de promouvoir la gestion durable des ressources, et 4) de soutenir le développement des chaînes de valeur. Une des principales actions du PRSA-Mali prévoit le renforcement du système de gestion des organismes nuisibles. Cette action vise la réorganisation et l'amélioration des mécanismes nationaux de surveillance et de gestion des organismes nuisibles des cultures.

A cet effet, l'Office de Protection des Végétaux (OPV), qui est l'Organisation nationale de protection des végétaux (ONPV) du pays, a sollicité le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour l'utilisation de l'outil d'Évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) afin d'identifier les principales faiblesses du système phytosanitaire national actuel et d'élaborer une stratégie nationale de renforcement des capacités phytosanitaires ayant pour objet de corriger les lacunes identifiées. Le Secrétariat de la CIPV a donné son accord et recommandé à l'OPV un Facilitateur certifié et un juriste international pour accompagner le Mali à conduire son

ECP. Pour réaliser l'ECP, trois missions ont été effectuées à Bamako (19 juillet au 05 août 2025 ; 07 au 13 septembre 2025 et 30 novembre au 06 décembre 2025). Chaque mission a permis d'organiser un atelier consensuel avec la participation des représentants des principales parties prenantes pertinentes du système phytosanitaire du Mali.

3.2. Résultats

Les trois (3) ateliers de l'ECP ont permis aux participants d'élaborer une stratégie nationale de renforcement des capacités phytosanitaires à mettre en œuvre sur une période de cinq (5) ans allant de 2026 à 2030. Cette stratégie comprend une vision, un objectif global et quatre (4) axes stratégiques.

Vision : Préserver les ressources végétales du Mali contre les organismes nuisibles, pour le bénéfice des générations présentes et futures.

Mission : Assurer la protection des ressources végétales du pays (cultivées et sauvages, y compris les forêts) contre l'introduction et la dissémination des organismes nuisibles sur le territoire afin de garantir la sécurité alimentaire, préserver la biodiversité et faciliter le commerce des végétaux et produits végétaux du Mali.

Axes Stratégiques : Les quatre axes stratégiques de la stratégie nationale sont les suivants :

- **Axe Stratégique 1 :** Actualisation de la législation phytosanitaire nationale pour l'aligner sur les conventions et accords internationaux.

L'**Axe Stratégique 1** vise à doter le Mali d'un arsenal juridique moderne, cohérent et contraignant pour sécuriser le patrimoine végétal et fluidifier le commerce international. Il s'agit de mettre en conformité les textes nationaux avec les normes internationales et les règlements sous régionaux et régionaux (UEMOA, UA) afin de garantir une base légale solide pour les inspections, les quarantaines et les sanctions.

L'action prioritaire (Objectif stratégique) est d'actualiser et harmoniser le cadre juridique phytosanitaire national, notamment l'élaboration et l'adoption de la loi relative à la protection des végétaux, du décret d'application de la loi relative à la protection des végétaux, de la loi portant création d'une Direction Générale de la Protection des Végétaux (DGPV), du décret d'application de la loi portant création d'une DGPV et du décret portant cadre organique de la DGPV.

- **Axe Stratégique 2 :** Renforcement des processus opérationnels de l'Organisation Nationale de Protection des Végétaux (ONPV).

L'**Axe Stratégique 2** de la stratégie nationale se concentre sur l'optimisation interne de l'Office de Protection des Végétaux (OPV), qui fait office d'Organisation Nationale de Protection des Végétaux (ONPV) au Mali. L'objectif est de transformer l'OPV en une institution performante, capable de répondre aux exigences de la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV).

Les actions prioritaires (Objectifs stratégiques) sont de :

- développer une politique nationale robuste de protection des végétaux indiquant son importance dans l'économie nationale;

- développer des protocoles et procédures opérationnelles standard pour harmoniser les activités de l'ONPV.

- **Axe Stratégique 3** : Amélioration des ressources et renforcement des capacités du personnel de l'ONPV

L'**Axe Stratégique 3** met l'accent sur le capital humain et les moyens matériels nécessaires pour transformer l'OPV en une institution d'excellence d'ici 2030. Sans expertise pointue et équipements modernes, les réformes législatives et opérationnelles restent inefficaces. Cet axe vise à garantir que l'ONPV du Mali dispose d'un personnel hautement qualifié et de ressources techniques et financières suffisantes pour assurer la veille, le diagnostic et le contrôle phytosanitaire sur l'ensemble du territoire malien.

Les actions prioritaires (Objectifs stratégiques) sont :

- améliorer les ressources humaines, financières, et matérielles de l'ONPV pour réaliser les activités phytosanitaires;
- renforcer les capacités de diagnostic des organismes nuisibles;
- mettre en œuvre un plan national de surveillance phytosanitaire efficace et conforme aux normes internationales;
- mettre en place un système efficace d'inspection phytosanitaire des importations (pour réduire les risques d'introduction des organismes nuisibles réglementés au Mali);
- renforcer la capacité de l'ONPV à effectuer l'Analyse du Risque Phytosanitaire ;
- renforcer le système de contrôle phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit.

- **Axe Stratégique 4** : Renforcement de la communication et de la coordination entre les parties prenantes pertinentes.

L'**Axe Stratégique 4** est transversal. Il garantit que les actions de l'ONPV (Office de Protection des Végétaux) ne restent pas isolées. Les années à venir, la gestion des risques phytosanitaires au Mali devra reposer sur une approche de responsabilité partagée entre l'État, les exportateurs, les producteurs et les partenaires internationaux. Cet axe vise à briser le cloisonnement institutionnel et améliorer la circulation de l'information phytosanitaire pour assurer une réponse rapide face aux menaces et faciliter l'accès des produits maliens aux marchés mondiaux.

L'action prioritaire (Objectif stratégique) est de créer un environnement propice à la mise en œuvre des activités phytosanitaires à travers :

- le développement d'un système d'échange d'information et de collaboration et l'organisation de réunions périodiques entre ONPV et parties prenantes;
- la création d'une base de données informatisée fonctionnelle;
- l'acquisition d'équipements de la base de données et la formation de gestionnaires du système de bases des données.

La stratégie nationale de renforcement des capacités phytosanitaires du Mali est un plan global qui a pour objectif de renforcer la gestion de la santé des espèces végétales du pays. Elle s'inscrit dans la nouvelle vision de développement du Mali à l'horizon 2063 à travers la **Vision Mali Kura jɛtaasira ka bɛn san 2063 ma**, notamment en son Objectif

stratégique 3 « Une économie forte et avancée » et ses Objectifs spécifiques : « Accroître durablement les productions agricoles, animales et halieutiques pour assurer la souveraineté alimentaire et nutritionnelle au Mali » et « Renforcer la compétitivité des exportations agroalimentaires », ainsi qu'en son Objectif stratégique 5 « Un environnement durablement préservé et résilient » et Objectif spécifique « Mieux gérer et préserver l'environnement ».

L'opérationnalisation de la stratégie devra reposer sur une approche participative et inclusive, et sa mise en oeuvre s'appuier sur un processus de suivi-évaluation rigoureux. A cet effet, un plan de suivi-évaluation détaillé incluant des revues semestrielles et des indicateurs *SMART* (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporellement défini) devra être élaboré en amont. Une attention particulière sera portée au renforcement des capacités internes de l'ONPV et à l'intégration de la dimension genre dans les activités.

3.3. Cadre Logique de la stratégie

Objectif global	Indicateurs clés	Moyens de Vérification	Hypothèses
Contribution à l'accroissement durable des productions agricoles pour assurer la souveraineté alimentaire et nutritionnelle et à la transformation structurelle de l'économie	1. Augmentation de 20% de production des céréales pour les 5 prochaines années 2. Accroissement des volumes des exportations 3. Réduction de 50% (de la moyenne des 5 dernières années) des notifications d'interception dues aux organismes nuisibles des cultures	1. Rapport bilan de campagne du ministère de l'Agriculture 2. Rapports sectoriels (Banque Mondiale, FAO, du FIDA, BAD)	Priorité du Gouvernement
Objectif immédiat	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
Opérationnaliser l'ONPV et renforcer ses fonctions techniques (surveillance, ARP, diagnostic phytosanitaire, etc.) afin de sécuriser l'accès au marché international	1. Adoption des avant-projets de textes relatifs à la protection des végétaux 2. Plan/dispositif national de surveillance opérationnel 3. Dispositif d'inspection et de certification phytosanitaire conforme à la CIPV 4. Levée de la suspension des mangues du Mali par l'Union européenne	1. Journal officiel du Mali 2. Rapport du commerce extérieur 3. Plan national de surveillance 4. Rapport de l'ONPV 5. Règlement de la Commission Européenne et correspondance avec la DG Santé	1. Priorité du Ministre de l'Agriculture 2. Priorité gouvernementale

Axe Stratégique 1 : Actualisation de la législation phytosanitaire nationale pour l'aligner sur les conventions et accords internationaux

Objectif stratégique 1.1 : Actualiser et harmoniser le cadre juridique phytosanitaire national			
Résultat 1	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
Les textes phytosanitaires sont révisés et alignés à la CIPV	Au moins cinq (5) textes phytosanitaires sont élaborés ou mis à jour	1. Loi relative à la protection des végétaux révisée 2. Décret d'application de la loi relative à la protection des végétaux 3. Loi portant création d'une DGPV 4. Décret d'application de la loi portant création d'une DGPV 5. Décret portant cadre organique de la DGPV	1. Stabilité institutionnelle 2. Absence de conflits d'intérêts 3. Disponibilité de ressources
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs (FCFA)	Personne responsable	Délai
Activité 1.1. Recruter un/une consultant(e) national(e) pour réaliser l'état des lieux du cadre légal et institutionnel, et réviser/ élaborer des textes et avant-projets de textes d'application prioritaire (sous la supervision d'un/une consultant(e) international(e) juriste)	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Juillet - Décembre 2025
Activité 1.2 : Recruter un/une consultant(e) international(e) juriste pour les textes et avant-projets de textes d'application prioritaire (supervision du/de la consultant(e) national(e))	40 000 000	Responsable de l'ONPV	Juillet - Décembre 2025

Activité 1.3 : Organiser des réunions (validation TDR, lancement de l'étude, validation des textes élaborés : 5jrs x 40 participants x 20000 pause-café/thé, logistique	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Août 2025
--	------------	-----------------------	-----------

Axe stratégique 2 : Renforcement des processus opérationnels de l'Organisation Nationale de la Protection des Végétaux (ONPV)

Objectif stratégique 2.1 : Développer une politique nationale robuste de protection des végétaux indiquant son importance dans l'économie nationale			
Résultat 2	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
Les activités de protection des végétaux sont prises en compte dans l'élaboration des politiques, programmes et projets agricoles et forestiers	Tous les projets et programmes de développement agricole et forestiers comportent des composantes relatives à la protection phytosanitaire	Documents de politique, Programmes et projets de développements agricoles et forestiers	1. Priorité des autorités ; 2. Communication active entre les parties prenantes
Opérationnalisation			
Activités	Coût estimatifs	Personne responsable	Délai butoir
Activité 2.1 : Mettre en place et faire fonctionner un comité de pilotage (élaboration et validation des TDR, cadrage de la méthodologie, organisation atelier) pour l'élaboration d'une politique nationale de protection des végétaux (3 réunions x 30pers + pause-café/thé, logistique, communication	2 000 000	Responsable de l'ONPV	Août 2025, Avril 2026
Activité 2.2 : Recruter un/une consultant(e) national(e) pour élaborer la politique nationale de protection des végétaux	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2025, Novembre 2025

Activité 2.3 : Valider la politique nationale de protection des végétaux (Atelier de 5 jrs x 40 pers x 20 000 + restauration, fourniture, logistique, communication et presse)	5 500 000	Responsable de l'ONPV	Janvier 2026
Activité 2.4 : Organiser 5 ateliers d'information des parties prenante dans les 16 régions sur la politique nationale de protection des végétaux (25 participants/atelier x 20000 + restauration, logistique, média/presse)	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Avril 2026 – Juin 2026
Activité 2.5 : Sensibiliser le grand public sur la politique nationale de protection des végétaux (Multiplication du document, publication dans la presse écrite et audiovisuelle, communication)	10 000 000	Responsable de l'ONPV	Juin- Août 2026
Résultat 3	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
Une stratégie opérationnelle de protection des végétaux est élaborée et mise en œuvre	1. La stratégie opérationnelle est disponible et mise en œuvre 2. 50% de réduction des interceptions des envois	1. Rapport d'activités de l'ONPV 2. Rapport bilan de campagnes agricoles	1. Ressources disponibles 2. Parties prenantes impliquées et engagées.
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai butoir
Activité 3.1 : Elaborer des TDR pour développer une stratégie opérationnelle de l'ONPV (2 réunions x 15 pers x 20000) + fourniture bureau	1 000 000	Responsable de l'ONPV	Février – Mars 2026

Activité 3.2 : Recruter un/une Consultant(e) pour élaborer la stratégie	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Février – Mars 2026
Activité 3.3 : Organiser des réunions (valider les TDR et la stratégie : 3 ateliers de 2jrs x 40prs x 10000F + transport, communication, média/presse)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Avril 2026
Résultat 4	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV est structurée de sorte à mieux accomplir toutes ses missions en conformité avec la CIPV	Toutes les missions d'une ONPV sont prises en compte dans l'organigramme	1. Organigramme validé 2. Procédures validées 3. Délibération du conseil d'administration	1. Priorité de l'Autorité de tutelle 2. Les parties prenantes sont impliquées et engagées
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activités 4.1 : Recruter un/une consultant(e) national(e) pour un projet de restructuration de l'ONPV	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2026
Activités 4.2 : Organiser des ateliers (valider TDR, document de restructuration de l'ONPV : 40 pers x 20000F+ déplacement, restauration, fourniture, logistique, communication)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Octobre 2026

Objectif stratégique 2.2 : Développer des protocoles et procédures opérationnelles standard pour harmoniser les activités de l'ONPV			
Résultat 5	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
Toutes les procédures opérationnelles de l'ONPV sont écrites et validées pour la gestion administrative, financière et matérielle de l'ONPV	Le Manuel de procédures est disponible	1. Rapport de validation 2. Rapport de délibération du conseil d'administration.	1. Ressources disponibles 2. Le personnel qualifié est disponible 3. Le personnel de l'ONPV est impliqué et engagé
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai butoir
Activité 5.1 : Recruter un(e) Consultant(e) national(e) pour élaborer le manuel de procédures	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Août – Septembre 2026
Activité 5.2 : Organiser 3 ateliers (valider TDR et manuel de procédures (3jrs x 40prs x 10000F + transport et communication)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Novembre 2026
Résultat 6	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
Un manuel de procédures d'audit technique interne de l'ONPV est élaboré et fonctionnel	1. Toutes les procédures sont élaborées et mises en œuvre 2. Domaines opérationnels définis	1. Manuel de procédures validé 2. Rapport de validation 3. Rapport de délibération du conseil d'administration	1. Disponibilité des ressources 2. Implication et appropriation par les acteurs.
Opérationnalisation			

Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 6.1 : Recruter un(e) Consultant(e) national(e) pour développer les procédures d'audit interne	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2026
Activité 6.2 : Organiser 3 ateliers (valider TDR et manuel de procédures d'audit technique interne ; 3jrs x 40pers x 20000F + fourniture, logistique, restauration, communication)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Novembre 2026
Résultat 7	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
Le Système de management de la qualité (SMQ) de l'ONPV est élaboré et validé	Un SMQ est élaboré et validé	1. Rapport d'atelier de validation 2. Rapport d'audit interne 3. Déclaration de politique qualité	1. Disponibilité des ressources 2. Parties prenantes impliquées et engagées
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 7.1 : Recruter un(e) Consultant(e) national(e) pour développer le Système de management de la qualité	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Novembre – Décembre 2026
Activité 7.2 : Organiser des ateliers (valider TDR et SMQ (3 x 1jr x 40pers x 20000F + restauration, reprographie, fourniture, fourniture bureau)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Février 2027
Activité 7.3 : Former le personnel de l'ONPV à l'utilisation du SMQ (5 jrs x 72pers x 20000F + transport +communication et fourniture + logistique	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Mai 2027

Axe Stratégique 3 : Amélioration des ressources et renforcement des capacités de l'Organisation Nationale de la Protection des Végétaux

Objectif stratégique 3.1 : Améliorer les ressources humaines, financières, et matérielles de l'ONPV pour réaliser les activités phytosanitaires			
Résultat 8	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose de personnel suffisamment qualifié	1. Un plan de formation du personnel de l'ONPV adopté 2. 80 % des besoins en personnel (en quantité et qualité) de l'ONPV sont satisfaits	1. Rapport d'activités de l'ONPV 2. Rapport de la DRH 3. Liste du personnel 4. Curricula de formation phytosanitaire validé 5. Plan de formation phytosanitaire adopté	1. Disponibilité de formateurs phytosanitaires qualifiés 2. Curricula de formation appropriée disponible 3 Ressources financières disponibles
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 8.1 : Recruter/affecter 40 agents complémentaires à l'ONPV (dont 5 agents de catégorie A : 10 de catégorie B2 ; 10 de catégorie B1, 10 de catégorie C ; 5 agents d'appui) et prévoir salaires	300 000 000	Responsable de l'ONPV	Janvier 2027– Décembre 2029
Activité 8.2 : Recruter un(e) Consultant(e) national(e) pour élaborer le plan de formation continue	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Février – Avril 2027
Activité 8.3 : Organiser des réunions (TDR et validation du plan de formation continue (2 ateliers x 1 jour x40 pers + communication, pause-café-déjeuner, média)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Mai 2027
Résultat 9	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses

L'ONPV dispose de ressources financières adéquates pour réaliser ses missions	100% des besoins en ressources financières de l'ONPV sont satisfaits	1. Rapport financier de l'ONPV 2. Compte de gestion 3. Rapport d'activités de mobilisation de ressources financières	1. Priorité de l'Autorité 2. Conditions budgétaires favorables 3. Possibilité de mobilisation des ressources propres
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai butoir
Activité 9.1 : Réaliser une étude prospective pour développer un mécanisme de mobilisation de ressources-(Recruter un/e consultant/e)	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Juin - Juillet 2026
Activité 9.2 : Élaborer un contrat plan en conformité avec la réglementation en vigueur (Recruter un(e) consultant(e), organiser un atelier de validation)	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Août 2026
Activité 9.3 : Organiser un atelier pour valider le mécanisme de mobilisation des ressources et le contrat plan (5jrs x 40pers x 20000F + déplacement/ restauration/fourniture bureau, communication/ médias)	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2026
Activité 9.4 : Organiser au moins 10 séances de sensibilisation et de plaidoyer auprès des parties prenantes pertinentes et partenaires techniques et financiers pour établir accords et conventions de partenariat/appui	5 000 000	Responsable de l'ONPV	Juin 2026 – Décembre 2030
Résultat 10	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'infrastructures et du matériel appropriés pour ses missions	1. Les locaux de l'ONPV sont	1. Rapport d'activités de l'ONPV	1. Disponibilité des ressources financières

	fonctionnels 2. Le matériel de travail est fonctionnel	2. Rapport d'inventaire 3. Liste du matériel	2. Adhésion et implication des parties prenantes et partenaires techniques et financiers
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 10.1 : Construire de nouveaux locaux fonctionnels pour le siège de l'ONPV (Bureaux, salles de laboratoire, salle de réunion, magasins, etc.)	900 000 000	Responsable de l'ONPV	Décembre 2026 - Décembre 2028
Activité 10.2 : Acquérir du matériel de bureau pour l'ONPV (équipements de la salle de réunion, matériel informatique, mobilier de bureau, etc.)	150 000 000	Responsable de l'ONPV	Mars 2026 – Décembre 2028
Activité 10.3 : Acquérir du matériel roulant pour les activités de l'ONPV (3 véhicules de terrain x 30 000 000 ; 2 véhicules de liaison x 20 000 000 ; 16 motos 1 000 000F) + fonctionnement et fonctionnement	200 000 000	Responsable de l'ONPV	Mars 2026 – Décembre 2029

Objectif stratégique 3.2 : Renforcer les capacités de diagnostic des organismes nuisibles			
Résultat 11	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose de capacités adéquates pour garantir des analyses officielles, fiables et conformes aux normes internationales	Nombre et qualité de matériel de diagnostic Nombre de personnel de laboratoire qualifié (laborantins, personnel de soutien, etc.)	1. Liste de matériel de laboratoire 2. Rapports de diagnostics 3. Liste et qualification du personnel dédié au laboratoire	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières

Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 11.1. Réaliser l'état des lieux de la performance actuelle et identifier les besoins (en équipements, personnel qualifié, etc.) du laboratoire de diagnostic des organismes nuisibles de l'ONPV (Recruter un(e) consultant(e))	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Décembre 2025
Activité 11.2. Former 12 laborantins dont 3 en entomologie ; 3 en virologie/ bactériologie ; 3 en mycologie et 3 en (4 à 5 mois chacun)	70 000 000	Responsable de l'ONPV	Juin – Décembre 2026 -
Activité 11.3. Acquérir du matériel pour renforcer les capacités du laboratoire de diagnostic de l'ONPV	200 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2026 – Décembre 2030
Activité 11.4. Développer les procédures et protocoles de bonnes pratiques de laboratoire et procédures d'échantillonnage, de transport, stockage d'échantillons, etc. (TDR et recrutement d'un consultant)	21 000 000	Responsable de l'ONPV	Octobre 2025 – Février 2026
Activité 11.5. Développer et mettre en œuvre des accords formels de collaboration avec d'autres laboratoires du pays (CNLCP, FST/USTTB, IER, INSP, IPR/IFRA, LCV, LNS, etc.) (Réunions et frais de prestations)	100 000 000	Responsable de l'ONPV	Février 2026 – Décembre 2030

Objectif stratégique 3.3 : Mettre en œuvre un plan national de surveillance phytosanitaire efficace et conforme aux normes internationales			
Résultat 12	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'un programme de surveillance efficace	1. Au moins 70% des organismes nuisibles du Mali sont répertoriés	1. Rapports de surveillance 2. Liste d'organismes nuisibles	1. Disponibilité des ressources financières 2. Disponibilité de personnel qualifié

	2. Nombre d'organisme nuisibles découverts 3. Note de signalements d'organismes nuisibles		
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 12.1 : Identifier les organismes cibles pour la surveillance (réunion d'une journée avec 20 personnes concernées)	300 000	Responsable de l'ONPV	Février 2027
Activité 12.2 : Développer un programme national de surveillance phytosanitaire (un Consultant recruté, 2 réunions x 15 participants) x 10 000F) + restauration, logistique Elaborer les TDR d'un consultant	10 000 000	Responsable de l'ONPV	Mars 2027
Activité 12.3 : Organiser des réunions (valider TDR et programme de surveillance : 40 pers x 20000F + logistique, restauration)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Avril – Mai 2027
Activité 12.4 : Organiser une session de formation des formateurs sur la surveillance (4jrs x 5 apprenants x 20000F), logistique, restauration, frais des formateur	5 000 000	Responsable de l'ONPV	Juin- Juillet 2027
Activité 12.5 : Organiser 3 sessions de formation des agents de terrain et partenaires sur la surveillance (3 x 5jrs x 72agents x 20000F + transport, restauration, logistique, communication, protocole, frais formateur)	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Août- Septembre 2027
Activité 12.6 : Acquérir le matériel roulant de surveillance (3 véhicules tout terrain x 30 000 000F)	90 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2027

Résultat 13	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'un manuel de procédures de surveillance phytosanitaire	Toutes les procédures de surveillance sont validées	1. La liste des participants aux sessions 2. Le manuel de procédures de surveillance validé 3. Rapports de surveillance	1. Les acteurs sont impliqués 2. Disponibilité d'experts en procédures de surveillance
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 13.1 : Recruter un/une consultant(e) pour élaborer les procédures de surveillance	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Octobre 2025
Activité 13.2 : Organiser des réunions (élaborer TDR et valider les procédures de surveillance (40 pers x 10000F, rafraichissement, café/thé, communication)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Octobre 2025

Objectif stratégique 3.4 : Mettre en place un système efficace d'inspection phytosanitaire des importations (pour réduire les risques d'introduction des organismes nuisibles réglementés au Mali)			
Résultat 14	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'un système d'inspection à l'importation efficace	1. 90 % des postes phytosanitaires aux frontières sont mis en place et opérationnels 2. Toutes les procédures d'inspection phytosanitaire à	1. Rapports de l'ONPV 2. Liste d'envois non conformes interceptés 3. Rapports d'inspections phytosanitaires à l'importation	1. Disponibilité d'une liste d'organismes nuisibles réglementés 2. Disponibilité de ressources humaines qualifiées et de ressources financières 3. Implication des acteurs

	l'importation sont écrites, validées et mises en œuvre.		
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 14.1 : Recruter un(e) consultant(e) pour élaborer les procédures d'inspection à l'importation	20 000 000	Directeur de l'ONPV	Avril - Mai- 2026
Activité 14.2 : Organiser des réunions (Valider TDR et procédures d'inspection (40 participants x 20000F + restauration + protocole + logistique + communication)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Mars - Juin 2026
Activité 14.3 : Acquérir du matériel d'inspection : échantillonnage, paillasse, sondes, loupes binoculaires, microscopes, sachets d'échantillonnage, couteaux, ciseaux, etc.)	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2026
Activité 14.4 : Former 40 inspecteurs phytosanitaires sur les procédures de contrôles phytosanitaires à l'importation (Atelier de 4jrs x 40agents phyto x 20000F + restauration, communication, logistique	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Décembre 2026

Objectif stratégique : 3.5. Renforcer la capacité de l'ONPV à effectuer l'Analyse du risque phytosanitaire			
Résultat 15	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'une unité d'Analyse des risques phytosanitaires (ARP) fonctionnelle	1. Au moins 5 ARP sont réalisés 2. 90 % des exigences phytosanitaires à l'importation sont	1. Rapports d'activité de l'ONPV 2. Rapports d'ARP 3. Liste d'organismes nuisibles de quarantaine	1. Disponibilité de personnel qualifié en ARP 2. Disponibilité de ressources financières 3. Implication des

	basées sur les informations scientifiques		scientifiques
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 15.1 : Créer un comité national ARP (désignation de 20 scientifiques, dont au moins 4 femmes, pour le comité).	0	Responsable de l'ONPV	Août 2027
Activité 15.2 : Organiser un atelier de formation et d'information des membres du comité sur l'ARP (5jrs x 20pers x 20000F + transport + logistique, restauration, frais formateurs, communication)	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Octobre 2027
Activité 15.3 : Former 5 agents ONPV en ARP : (5pers x 3 jrs x 10000F + restauration frais formateurs, fournitures)	2 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2027

Objectif stratégique 3.6: Renforcer le système de contrôle phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit			
Résultat 16	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'un système efficace de contrôle phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit	1. Toutes les procédures de certification à l'exportation sont écrites et validées 2. Réduire de 80% les interceptions d'envois de végétaux et produits végétaux du Mali	1. Rapports d'activités de l'ONPV 2. Manuel de procédures de certification à l'exportation 3. Certificats phytosanitaires délivrés 4. Site TRACES NT 5. Site RASFF (UE)	Ressources humaines, financières et matérielles disponibles en qualité et quantité

	3. Nombre de certificats phytosanitaires délivrés		
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 16.1 : Recruter un(e) consultant(e) national(e) pour mettre à jour le système et élaborer les procédures de contrôle phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Avril 2026
Activité 16.2 : Organiser des réunions (pour TDR, Validation du système de certification : 40 pers x 10000F + restauration, fourniture + communication, logistique, médias)	3 500 000	Responsable de l'ONPV	Mars - juin 2026
Activité 16.3 : Acquérir le matériel d'échantillonnage et d'analyse : paillasse, sondes, loupes binoculaires, microscope, sachets d'échantillonnage, couteux, ciseaux, etc.)	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2026
Activité 16.4 : Former 40 contrôleurs phytosanitaires sur les procédures de certification à l'exportation (Atelier de 4jrs x 40agents phyto x 20000F + restauration, communication, logistique	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre 2026
Résultat 17	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'un mécanisme de gestion des notifications de non-conformité	1. 90 % des notifications de non-conformité sont gérées efficacement 2. Nombre d'actions	1. Rapports d'actions correctives 2. Actions correctives proposées 3. Supports de communication avec les opérateurs sur la gestion	1. Implication des acteurs 2. Communication et collaboration effectives avec les parties prenantes

	correctives conduites pour gérer les notifications	des non-conformités	
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 17.1 : Elaborer un mécanisme de gestion des notifications (Document d'orientation) (par le personnel de l'ONPV)	0	Responsable de l'ONPV	Janvier 2026
Activité 17.2 : Organiser une réunion d'information des parties prenantes sur la gestion des notifications (40 pers x 20000F + pause-café/rafraichissement, logistique, communication)	2 000 000	Responsable de l'ONPV	Janvier 2026

Axe Stratégique 4 : Renforcement de la communication et de la coordination entre les parties prenantes pertinentes

Objectif stratégique 4.1 : Créer un environnement propice à la mise en œuvre des activités phytosanitaires			
Résultat 18	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
La communication, la coordination et la collaboration entre les parties prenantes sont effectives	1. Au moins 2 réunions internes/an (personnel de l'ONPV) 2. Au moins 2 réunions externes/an (avec les services techniques et autres parties	1. Rapports d'activités de l'ONPV 2. Compte rendu de réunions d'information 3. Listes de présences aux réunions 4. PV de réunions d'information	1. Bonne ouverture de l'ONPV 2. Transparence de l'ONPV avec les parties prenantes 3. Existence de bons rapports avec les parties prenantes 4. Les parties prenantes sont convaincues de l'importance de la

	prenantes)		protection des végétaux dans leurs activités
Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 18.1 : Développer un système d'échange d'information et de collaboration et organiser des réunions périodiques entre ONPV et parties prenantes (60pers x 20000F + pause-café/thé, location salle de réunion).	10 000 000	Responsable de l'ONPV	Février 2026 - Décembre 2030
Résultat 19	Indicateurs clés	Moyens de vérification	Hypothèses
L'ONPV dispose d'une base de données informatisée fonctionnelle	1. Les données phytosanitaires portant sur la surveillance de 2 organismes nuisibles prioritaires sont disponibles 2. Les données phytosanitaires du contrôle et de la certification de 5 spéculations majeures du pays qui font objets d'import-export sont disponibles 3. Les données issues de 2 ARP réalisés sont disponibles	La base de données phytosanitaires informatisée	1. Disponibilité des ressources 2. Implication des parties prenantes

Opérationnalisation			
Activités	Coûts estimatifs	Personne responsable	Délai de réalisation
Activité 19.1 : Recruter un(e) consultant(e) pour mettre en place une base de données informatisée	20 000 000	Responsable de l'ONPV	Juin 2026
Activité 19.2 : Organiser des réunions (TDR, validation de la base de données (40 pers x 10000F + restauration, communication, logistique)	2 500 000	Responsable de l'ONPV	Juin -Septembre 2026
Activité 19.3 : Acquérir les équipements de la base de données (1 serveur : 2 000 000 ; 2 ordinateurs satellites x 1 500 000) = fonctionnement	7 000 000	Responsable de l'ONPV	Septembre – Décembre 2026
Activité 19.4 : Former les gestionnaires du système de bases des données (4 agents x 5jrs x 10000F) + restauration, logistique, fourniture + intéressement Formateur	5 000 000	Responsable de l'ONPV	Décembre 2026
Activité 19.5 : Organiser une session de formation des agents ONPV sur l'utilisation de la base des données (5jrs x 72 agents x 20000F + transport, restauration, logistique, protocole, communication, intéressement facilitateur	15 000 000	Responsable de l'ONPV	Février 2027

3.4. Coût des activités et source de financement

Résultat et Activité	Coûts estimatifs FCFA	Source de financement	
		Interne	Externe
Résultat 1 : Les textes phytosanitaires sont révisés et alignés à la CIPV			
Activité 1.1. Recruter un consultant national juriste	20 000 000	20 000 000	0
Activité 1.2 : Recruter un consultant international juriste	40 000 000	40 000 000	0
Activité 1.3 : Organiser des réunions de validation	15 000 000	15 000 000	0
Résultat 2 Les activités de protection des végétaux sont prises en compte dans l'élaboration des politiques, programmes et projets agricoles et forestiers			
Activité 2.1 : Mettre en place et faire fonctionner un comité de pilotage	2 000 000	2 000 000	0
Activité 2.2 : Recruter un consultant national pour élaborer une politique nationale de protection des végétaux	20 000 000	20 000 000	0
Activité 2.3 : Valider la politique nationale de protection des végétaux	5 500 000	5 500 000	0
Activité 2.4 : Organiser 5 ateliers d'information des parties prenante dans les 16 régions	15 000 000	15 000 000	0
Activité 2.5 : Sensibiliser le grand public sur la politique nationale de protection des végétaux	10 000 000	10 000 000	0
Résultat 3. Une stratégie opérationnelle de protection des végétaux est élaborée et mise en œuvre			
Activité 3.1 ; Recruter un Consultant pour élaborer la stratégie	20.000.000	4 000 000	16 000 000
Activité 3.2 : Organiser des réunions de validation	3 500 000	700 000	2 800 000

Résultat 4. L'ONPV est structurée pour mieux accomplir toutes ses missions en conformité avec la CIPV			
Activités 4.1 : Recruter un consultant national pour restructurer l'ONPV	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 4.2. Organiser des réunions de validation	3 500 000	700 000	2 800 000
Résultat 5 Toutes les procédures opérationnelles de l'ONPV sont écrites et validées pour la gestion administrative, financière et matérielle			
Activité 5.1 : Recruter un Consultant national	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 5.2 : Organiser 3 ateliers de validation	3 500 000	700 000	2 800 000
Résultat 6 Un manuel de procédures d'audit technique interne de l'ONPV est élaboré et fonctionnel			
Activité 6.1 : Développer les procédures d'audit interne	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 6.2. Valider les procédures	3 500 000	700 000	2 800 000
Résultat 7. Le Système de management de la qualité (SMQ) de l'ONPV est élaboré et validé			
Activité 7.1 : Recruter un consultant national pour développer le SMQ	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 7.2. Organiser des réunions de validation du SMQ	3 50 000	700 000	2 800 000
Activité 7.3 : Former le personnel de l'ONPV à l'utilisation du SMQ	15 000 000	3 000 000	12 000 000
Résultat 8 : L'ONPV dispose de personnel suffisamment qualifié et disponible			
Activité 8.1. Recruter/affecter des agents complémentaires à l'ONPV	800 000 000	160 000 000	640 000 000
Activité 8.2. Recruter un consultant pour élaborer un plan de formation continue pour l'ONPV	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 8.3. Organiser des réunions (TDR et validation du plan de formation continue	3 500 000	700 000	2 800 000

Résultat 9. L'ONPV dispose de ressources financières adéquates pour réaliser ses missions			
Activité 9.1. Activité 9.1 : Réaliser une étude prospective pour développer un mécanisme de mobilisation de ressources	10 000 000	2 000 000	8 000 000
Activité 9.2. Élaborer un contrat plan	10 000 000	2 000 000	8 000 000
Activité 9.3. Organiser des réunions pour valider le mécanisme de mobilisation des ressources et le contrat plan	15 000 000	3 000 000	12 000 000
Activité 9.4. Organiser des séances de sensibilisation et de plaidoyer au près des parties prenantes pertinentes et partenaires techniques et financiers	5 000 000	1 000 000	4 000 000
Résultat 10 : L'ONPV dispose d'infrastructures et eu matériel appropriés pour ses missions			
Activité 10.1. Construire de nouveaux locaux fonctionnels pour le siège de l'ONPV	900 000 000	150 000 000	750 000 000
Activité 10.2. Acquérir du matériel de bureau et équipements pour l'ONPV	150 000 000	30 000 000	120 000 000
Activité 10.3 : Acquérir du matériel roulant pour les activités de l'ONPV	200 000 000	40 000 000	160 000 000
Résultat 11 : L'ONPV dispose de capacités adéquates pour garantir des analyses officielles, fiables et conformes aux normes internationales			
Activité 11.1. Réaliser l'état des lieux de la performance actuelle et identifier les besoins du laboratoire de diagnostic des organismes nuisibles de l'ONPV	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 11.2. Former 12 laborantins dont 3 en entomologie ; 3 en virologie/ bactériologie ; 3 en mycologie	70 000 000	14 000 000	56 000 000
Activité 11.3. Acquérir du matériel pour renforcer les capacités du laboratoire de diagnostic de l'ONPV	200 000 000	40 000 000	160 000 000
Activité 11.4. Développer les procédures et protocoles de bonnes pratiques de laboratoire et procédures d'échantillonnage, de transport, stockage d'échantillons	21 000 000	4 200 000	16 800 000
Activité 11.5. Développer et mettre en œuvre des accords formels de collaboration avec d'autres laboratoires du pays	100 000 000	20 000 000	80 000 000

Résultat 12 : L'ONPV dispose d'un programme de surveillance efficace			
Activité 12.1. Identifier les organismes cibles pour la surveillance	3 000 000	600 000	2 400 000
Activité 12.2. Développer un programme national de surveillance phytosanitaire	10 000 000	2 000 000	8 000 000
Activité 12.3 : Organiser une session de formation des formateurs sur la surveillance	5 000 000	1 000 000	4 000 000
Activité 12.4 : Organiser des sessions de formation des agents de terrain et partenaires sur la surveillance	15 000 000	3 000 000	12 000 000
Activité 12.5: Acquérir le matériel roulant pour la surveillance	90 000 000	18 000 000	72 000 000
Résultat 13 : L'ONPV dispose d'un manuel de procédures de surveillance phytosanitaire			
Activité 13.1. Elaborer les procédures de surveillance	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 13.2. Organiser des réunions de validation des procédures de surveillance	3 500 000	700 000	2 800 000
Activité 15.3 : Former 5 agents ONPV en ARP pour animer l'Unité ARP de l'ONPV	2 000 000	400 000	1 600 000
Résultat 14 : L'ONPV dispose d'un système d'inspection à l'importation efficace			
Activité 14.1. Recruter un consultant pour élaborer les procédures d'inspection à l'importation	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 14.2. Organiser des réunions de validation des procédures d'inspection à l'importation	3 500 000	700 000	2 800 000
Activité 14.3 : Acquérir du matériel d'inspection	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 14.4 : Former 40 inspecteurs phytosanitaires sur les procédures de contrôles phytosanitaires à l'importation	15 000 000	3 000 000	12 000 000
Résultat 15. L'ONPV dispose d'une unité d'Analyse des risques phytosanitaires (ARP) fonctionnelle			
Activité 15.1. Créer et faire fonctionner un comité national ARP (désignation de scientifiques).	5 000 000	1 000 000	4 000 000

Activité 15.2. Organiser des ateliers de formation et d'information des membres du comité sur l'ARP	15 000 000	3 000 000	12 000 000
Activité 15.3. Former 5 agents du service ARP de l'ONPV	2 000 000	400 000	1 600 000
Résultat 16 : L'ONPV dispose d'un système efficace de contrôle phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit			
Activité 16.1. Recruter un consultant national pour mettre à jour le système et élaborer les procédures de contrôle phytosanitaire à l'exportation	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 16.2. Organiser des réunions de validation du système de certification	3 500 000	700 000	2 800 000
Activité 16.3. Acquérir le matériel d'échantillonnage et d'analyse	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 16.4. Former 40 contrôleurs phytosanitaires sur les procédures de certification à l'exportation	15 000 000	3 000 000	12 000 000
Résultat 17 : L'ONPV dispose d'un mécanisme de gestion des notifications de non-conformité			
Activité 17.1. Organiser des réunions pour élaborer un mécanisme de gestion des notifications	1 000 000	200 000	800 000
Activité 17.2. Organiser une réunion d'information des parties prenantes sur la gestion des notifications	2 000 000	400 000	1 600 000
Résultat 18 : La communication et la collaboration avec les parties prenantes sont effectives			
Activité 18.1. Organiser des réunions périodiques d'échange d'information avec les parties prenantes pertinentes	5 000 000	1 000 000	4 000 000
Résultat 19 : L'ONPV dispose d'une base de données informatisée fonctionnelle			
Activité 19.1. Recruter un consultant pour mettre en place une base de données informatisée	20 000 000	4 000 000	16 000 000
Activité 19.2. Organiser des réunions de validation de la base de données	3 500 000	700 000	2 800 000
Activité 19.3. Acquérir les équipements de la base de données	7 000 000	1 400 000	5 600 000

Activité 19.4 : Former 4 agents de l'ONPV comme gestionnaires du système de bases des données	5 000 000	1 000 000	4 000 000
Activité 19.5 : Organiser des sessions de formation des agents ONPV sur l'utilisation de la base des données	15 000 000	3 000 000	12 000 000
Budget total	3 210 000 000	706 700 000	2 432 400 000

3.5. Coûts par résultat attendu

Résultat	Coûts estimatifs (FCFA)	Source de financement	
		Interne	Externe
Résultat 1			
Les textes phytosanitaires sont révisés et alignés à la CIPV	75 000 000	75 000 000	0
Résultat 2			
Les activités de protection des végétaux sont prises en compte dans l'élaboration des politiques, programmes et projets agricoles et forestiers	42 500 000	42 500 000	0
Résultat 3.			
Une stratégie opérationnelle de protection des végétaux est élaborée et mise en œuvre	23 500.000	4 700 000	18 800 000
Résultat 4.			
L'ONPV est structurée pour mieux accomplir toutes ses missions en conformité avec la CIPV	23 500 000	4 700 000	18 800 000
Résultat 5			
Toutes les procédures opérationnelles de l'ONPV sont écrites et validées pour la gestion administrative, financière et matérielle	23 500 000	4 700 000	18 800 000
Résultat 6			
Un manuel de procédures d'audit technique interne de l'ONPV est élaboré et fonctionnel	23 500 000	4 700 000	18 800 000

Résultat 7			
Le Système de management de la qualité (SMQ) de l'ONPV est élaboré et validé	38 500 000	7 700 000	30 800 000
Résultat 8 :			
L'ONPV dispose de personnel suffisamment qualifié	823 500 000	164 700 000	658 800 000
Résultat 9.			
L'ONPV dispose de ressources financières adéquates pour réaliser ses missions	40 000 000	8 000 000	32 000 000
Résultat 10 :			
l'ONPV dispose d'infrastructures et eu matériel appropriés pour ses missions	1 250 000 000	220 000 000	1 030 000 000
Résultat 11 :			
L'ONPV dispose des capacités adéquates pour garantir des analyses officielles, fiables et conformes aux normes internationales	411 000 000	82 200 000	328 800 000
Résultat 12 :			
L'ONPV dispose d'un programme de surveillance efficace	231 000 000	46 200 000	98 400 000
Résultat 13 :			
L'ONPV dispose d'un manuel de procédures de surveillance phytosanitaire	25 500 000	5 100 000	20 400 000
Résultat 14 :			
L'ONPV dispose d'un système d'inspection à l'importation efficace	58 500 000	11 700 000	46 800 000
Résultat 15.			
L'ONPV dispose d'une unité d'Analyse des risques phytosanitaires (ARP) fonctionnelle	22 000 000	4 400 000	17 600 000
Résultat 16 :			
L'ONPV dispose d'un système de certification phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit efficace	58 500 000	11 700 000	46 800 000

Résultat 17 :			
L'ONPV dispose d'un mécanisme de gestion des notifications de non-conformité	3 000 000	600 000	2 400 000
Résultat 18 :			
La communication et la collaboration avec les parties prenantes sont effectives	5 000 000	1 000 000	4 000 000
Résultat 19 :			
L'ONPV dispose d'une base de données informatisée fonctionnelle et disponible pour le public	45 500 000	7 100 000	40 400 000
Budget total	3 200 000 000	706 700 000	2 432 400 000

3.6. Plan de travail

RESULTAT	ACTIVITE	PERIODE																	
		2025		2026				2027				2028				2029			
R.1. Les textes phytosanitaires sont révisés et alignés à la CIPV	1.1. Recruter un consultant national juriste	X	X																
	1.2. Recruter un consultant international juriste	X	X																
	1.3. Organiser des réunions de validation	X	X																
R.2. Une politique nationale de protection des végétaux est élaborée (Les activités de protection des végétaux sont prises en compte dans l'élaboration des politiques, programmes et projets agricoles et forestiers)	2.1. Mettre en place et faire fonctionner un comité de pilotage		X	X	X														
	2.2. Recruter un national pour élaborer la politique nationale de Protection des végétaux		X	X															
	2.3. Valider la politique nationale de protection des végétaux			X															
	2.4. Organiser 5 ateliers d'information des parties prenante dans les 16 régions sur la politique nationale				X														
	2.5. Sensibiliser le grand public sur la politique nationale de protection des végétaux				X	X													
R.3. Une stratégie opérationnelle de	3.1. Recruter un Consultant pour élaborer la stratégie			X															

protection des végétaux est élaborée et mise en œuvre	3.2. Organiser des réunions de validation				X															
R.4. L'ONPV est structurée pour mieux accomplir toutes ses missions en conformité avec la CIPV	4.1. Recruter un consultant pour élaborer un projet de restructuration de l'ONPV					X														
	4.2. Organiser des réunions de validation projet de restructuration						X													
R.5. Toutes les procédures opérationnelles de l'ONPV sont écrites et validées pour la gestion administrative, financière et matérielle	5.1. Recruter un Consultant pour élaborer le manuel de procédures					X														
	5.2. Organiser des ateliers (valider TDR et manuel de procédures						X													
R.6. Un manuel de procédures d'audit technique interne de l'ONPV est élaboré et fonctionnel	6.1. Recruter un consultant pour développer les procédures d'audit interne																			
	6.2. Organiser des ateliers de validation (TDR et manuel de procédures d'audit technique interne)						X													
R.7. Le Système de management de la qualité (SMQ) de l'ONPV élaboré et validé	7.1. Recruter un consultant national pour développer le Système de management de la qualité						X													
	7.2. Organiser des ateliers (valider TDR et SMQ)							X												
	7.3. Former le personnel de l'ONPV à l'utilisation du SMQ								X											

R.8. L'ONPV dispose de personnel suffisamment qualifié	8.1. Recruter/affecter des agents complémentaires à l'ONPV			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	8.2. Recruter un consultant pour élaborer un plan de formation continue pour l'ONPV							X	X												
	8.3. Organiser des réunions (TDR et validation du plan de formation continue								X												
R.9. L'ONPV dispose de ressources financières adéquates pour l'ONPV de réaliser ses missions	9.1. Réaliser une étude prospective pour développer un mécanisme de mobilisation de ressources				X	X															
	9.2. Élaborer un contrat plan																				
	9.3. Organiser des réunions pour valider le mécanisme de mobilisation des ressources et le contrat plan					X															
	9.4. Organiser des séances de sensibilisation et de plaidoyer au près des parties prenantes pertinentes et partenaires techniques et financiers				X	X	X														
R.10. L'ONPV dispose d'infrastructures et du matériel appropriés pour ses missions	10.1. Construire de nouveaux locaux fonctionnels pour le siège de l'ONPV						X	X	X	X	X	X	X	X	X						
	10.2. Acquérir du matériel de bureau et équipements pour l'ONPV				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						
	10.3. Acquérir du matériel roulant pour les activités de l'ONPV				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						
R.11. L'ONPV dispose des capacités adéquates pour	11.1. Réaliser l'état des lieux de la performance actuelle et identifier les besoins du laboratoire de diagnostic						X														

garantir des analyses officielles, fiables et conformes aux normes internationales	des organismes nuisibles de l'ONPV																			
	11.2. Former 12 laborantins dont 3 en entomologie ; 3 en virologie/ bactériologie ; 3 en mycologie					X	X													
	11.3. Acquérir du matériel pour renforcer les capacités du laboratoire de diagnostic de l'ONPV					X	X	X	X	X	X									
	11.4. Développer les procédures et protocoles de bonnes pratiques de laboratoire et procédures d'échantillonnage, de transport, stockage d'échantillons						X	X												
	11.5. Développer et mettre en œuvre des accords formels de collaboration avec d'autres laboratoires du pays			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
R.12. L'ONPV dispose d'un programme de surveillance efficace	12.1. Identifier les organismes cibles pour la surveillance				X															
	12.2. Développer un programme national de surveillance phytosanitaire				X	X														
	12.3. Organiser une session de formation des formateurs sur la surveillance						X													
	12.4. Organiser des sessions de formation des agents de terrain et partenaires sur la surveillance						X	X												
	12.5. Acquérir le matériel roulant pour la surveillance							X												

R.13. L'ONPV dispose d'un manuel de procédures de surveillance phytosanitaire	13.1. Elaborer les procédures de surveillance					X														
	13.2. Organiser des réunions de validation des procédures de surveillance						X													
R.14. L'ONPV dispose d'un système d'inspection à l'importation efficace est mis en place	14.1. Recruter un consultant pour élaborer les procédures d'inspection à l'importation				X															
	14.2. Organiser des réunions de validation des procédures d'inspection à l'importation			X	X															
	14.3. Acquérir du matériel d'inspection					X	X													
	14.4. Former 40 inspecteurs phytosanitaires sur les procédures de contrôles phytosanitaires à l'importation						X													
R.15. L'ONPV dispose d'une unité d'Analyse des risques phytosanitaires (ARP) fonctionnelle	15.1. Créer et faire fonctionner un comité national ARP (désignation de scientifiques).									X										
	15.2. Organiser des ateliers de formation et d'information des membres du comité sur l'ARP										X									
	15.3. Former 5 agents de l'unité ARP de l'ONPV										X									
R.16. L'ONPV dispose d'un système de contrôle phytosanitaire à l'exportation,	16.1. Recruter un consultant national pour mettre à jour le système et élaborer les procédures de contrôle phytosanitaire à l'exportation				X															

réexportation et transit mis à jour et efficace	16.2. Organiser des réunions de validation du système de certification			X	X															
	16.3. Acquérir le matériel d'échantillonnage et d'analyse					X	X													
	16.4. Former 40 contrôleurs phytosanitaires sur les procédures de certification à l'exportation						X													
R.17. L'ONPV dispose d'un mécanisme de gestion des notifications de non-conformité	17.1. Organiser des réunions pour élaborer un mécanisme de gestion des notifications			X																
	17.2. Organiser une réunion d'information des parties prenantes sur la gestion des notifications			X																
R.18. La communication et la collaboration avec les parties prenantes sont effectives	18.1. Organiser des réunions périodiques d'échange d'information avec les parties prenantes pertinentes			X		X		X		X		X		X		X		X		
	18.2. Une base de données informatisée fonctionnelle est disponible et disponible pour le public				X															
R.19. L'ONPV dispose d'une base de données informatisée fonctionnelle et disponible pour le public	19.1. Recruter un consultant pour mettre en place une base de données informatisée																			
	19.2. Organiser des réunions de validation de la base de données				X	X	X													
	19.3. Acquérir les équipements de la base de données					X	X													

	19.4. Former 4 agents de l'ONPV comme gestionnaires du système de bases des données						X														
	19.5. Organiser des sessions de formation des agents ONPV sur l'utilisation de la base des données							X													

3.7. Axes, Objectifs stratégiques et Résultats

Axe stratégique	Objectif stratégique	Résultats escomptés
Axe Stratégique 1 : Actualisation de la législation phytosanitaire nationale pour l'aligner sur les conventions et accords internationaux	O.S.1.1 : Aligner la législation phytosanitaire nationale avec la CIPV et les traités internationaux pertinents	R 1 : Les textes phytosanitaires sont révisés et alignés à la CIPV
Axe Stratégique 2 : Renforcement des processus opérationnels de l'Office de Protection des Végétaux (ONPV)	O.S.2.1 : Développer une politique nationale robuste de protection des végétaux indiquant son importance dans l'économie nationale	R.2 : Une politique nationale de protection des végétaux est élaborée
		R 3 : Une stratégie opérationnelle de protection des végétaux est élaborée et mise en œuvre
		R 4 : L'ONPV est structurée pour mieux accomplir toutes ses missions en conformité avec la CIPV
	OS 2.2 : Développer des protocoles et procédures opérationnelles standard pour harmoniser les activités de l'ONPV	R 5 : Un manuel de procédures opérationnelles standard de l'ONPV est élaboré et validé
		R 6 : Un manuel de procédures d'audit technique interne de l'ONPV est élaboré et fonctionnel
		R 7 : Le Système de management de la qualité (SMQ) de l'ONPV est disponible
Axe Stratégique 3 :	O.S.3.1 : Améliorer les ressources humaines,	R8 : Un personnel qualifié et suffisant est disponible

Amélioration des ressources et renforcement des capacités de l'Office de Protection des Végétaux	financières, et matérielles de l'ONPV pour réaliser les activités phytosanitaires	R 9 : Les ressources financières adéquates sont disponibles pour l'ONPV de réaliser ses missions
		R10 : Des infrastructures et du matériel appropriés sont disponibles pour les missions de l'ONPV
	O.S 3.2 : Renforcer les capacités de diagnostic des organismes nuisibles	R11 : L'ONPV dispose des capacités adéquates pour garantir des analyses officielles, fiables et conformes aux normes internationales
	O.S 3.3 : Mettre en œuvre un plan national de surveillance phytosanitaire efficace et conforme aux normes internationales	R 12 : Un programme de surveillance efficace est mis en place
		R 13 : Un manuel de procédures de surveillance phytosanitaire est disponible
	O.S 3.4 : Mettre en place un système efficace d'inspection phytosanitaire des importations	R 14 : Un système d'inspection à l'importation efficace est mis en place
	O.S 3.5. Renforcer la capacité de l'ONPV à effectuer l'Analyse du risque phytosanitaire	R 15 : Une unité d'Analyse des risques phytosanitaires (ARP) fonctionnelle existe à l'ONPV
	O.S 3.6. Renforcer le système de contrôle phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit	R16 : Le système de système phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit est mis à jour et efficace
		R17 : Un mécanisme de gestion des notifications de non-conformité est mis en place
Axe Stratégique 4 : Renforcement de la communication et de la coordination entre les parties prenantes pertinentes	O.S.4.1 : Créer un environnement propice à la mise en œuvre des activités phytosanitaires	R18 : La communication et la collaboration avec les parties prenantes sont efficaces
		R 19 : Une base de données informatisée fonctionnelle est disponible et disponible pour le public

3.8. Axes, Objectifs stratégiques, Résultats et Activités

Axe stratégique	Objectifs stratégiques	Principaux résultats escomptés	Activités
Axe Stratégique 1 : Actualisation de la législation phytosanitaire nationale pour l'aligner sur les conventions et accords internationaux	O.S.1.1 : Aligner la législation phytosanitaire nationale avec la CIPV et les traités internationaux pertinents	R 1 : Les textes phytosanitaires sont révisés et alignés à la CIPV	A.1.1. Recruter un consultant national pour réaliser l'état des lieux du cadre légal et institutionnel, et réviser/ élaborer des textes et avant-projets de textes d'application prioritaire (sous la supervision d'un consultant international juriste)
			A.1.2 : Recruter un consultant international juriste pour les textes et avant-projets de textes d'application prioritaire
			A.1.3 : Organiser des réunions (validation TDR, lacement de l'étude, validation des textes élaborés)
Axe Stratégique 2 : Renforcement des processus opérationnels de l'Organisation Nationale de la Protection des Végétaux (ONPV)	O.S.2.1 : Développer une politique nationale robuste de protection des végétaux indiquant son importance dans l'économie nationale	R.2 : Une politique nationale de protection des végétaux est élaborée	A.2.1. Mettre en place et faire fonctionner un comité de pilotage
			A.2.2. Recruter un consultant national pour élaborer la politique nationale
			A.2.3 : Valider la politique nationale de protection
			A.2.4 : Organiser 5 ateliers d'information des parties prenante dans les 16 régions
			A.2.5. Sensibiliser le grand public sur la politique nationale
		R 3 : Une stratégie opérationnelle de protection des végétaux est élaborée et mise en œuvre	A.3.1 : Recruter un Consultant pour élaborer la stratégie
			A.3.2 : Organiser des réunions (valider les TDR et la stratégie)
		R 4 : L'ONPV est structurée pour mieux accomplir toutes ses	A.4.1 : Recruter un consultant national pour un projet de restructuration de l'ONPV

		missions en conformité avec la CIPV	A.4.2 : Organiser des ateliers (valider TDR et document de restructuration)
		OS 2.2 : Développer des protocoles et procédures opérationnelles standard pour harmoniser les activités de l'OPV	A.5.1 : Recruter un Consultant national pour élaborer le manuel de procédures
			A.5.2 : Organiser 3 ateliers (valider TDR et manuel de procédures)
			A.6.1 : Recruter un consultant national pour développer les procédures d'audit interne
			A.6.2 : Organiser 3 ateliers (valider TDR et manuel de procédures d'audit technique interne)
			A.7.1 : Recruter un consultant national pour développer le Système de management de la qualité
			A.7.2 : Organiser des ateliers (valider TDR et SMQ)
			A.7.3 : Former le personnel de l'ONPV à l'utilisation de SMQ
		R 7 : Le Système de management de la qualité (SMQ) de l'ONPV est élaboré et validé	
Axe Stratégique 3 : Amélioration des ressources et renforcement des capacités de l'Organisation Nationale de la Protection des Végétaux	O.S.3.1 : Améliorer les ressources humaines, financières, et matérielles de l'OPV pour réaliser les activités phytosanitaires	R8 : L'ONPV dispose d'un personnel suffisamment qualifié	A.8.1 : Recruter/affecter des agents complémentaires à l'ONPV
			A.8.2 : Recruter un consultant pour élaborer un plan de formation continue pour l'ONPV
			A.8.3 : Organiser des réunions (TDR et validation du plan de formation continue)
		R 9 : L'ONPV dispose de ressources financières adéquates pour l'ONPV pour réaliser ses missions	A.9.1 : Réaliser une étude prospective pour développer un mécanisme de mobilisation de ressources
			A.9.2 : Élaborer un contrat plan en conformité avec la réglementation en vigueur
			A.9.3 : Organiser un atelier pour valider le mécanisme de mobilisation des ressources et le contrat plan
			A.9.4 : Organiser au moins 10 séances de sensibilisation et de

			plaidoyer au près des parties prenantes pertinentes et partenaires
		R10 : L'ONPV dispose d'infrastructures et du matériel appropriés pour ses missions	A.10.1 : Construire de nouveaux locaux fonctionnels pour le siège de l'ONPV
			A.10.2 : Acquérir du matériel de bureau et équipements pour l'ONPV
			A.10.3 : Acquérir du matériel roulant pour les activités de l'ONPV
	O.S 3.2 : Renforcer les capacités de diagnostic des organismes nuisibles	R11 : L'ONPV dispose des capacités adéquates pour garantir des analyses officielles, fiables et conformes aux normes internationales	A.11.1. Réaliser l'état des lieux de la performance actuelle et identifier les besoins
			A.11.2. Former 12 laborantins
			A.11.3. Acquérir du matériel pour renforcer les capacités du laboratoire de diagnostic de l'ONPV
			A.11.4. Développer les procédures et protocoles de bonnes pratiques de laboratoire et procédures d'échantillonnage, de transport, stockage d'échantillons
			A.11.5. Développer et mettre en œuvre des accords formels de collaboration avec d'autres laboratoires du pays
	O.S 3.3 : Mettre en œuvre un plan national de surveillance phytosanitaire efficace et conforme aux normes internationales	R 12 : L'ONPV dispose d'un programme de surveillance efficace	A.12.1 : Identifier les organismes cibles pour la surveillance
			A.12.2 : Développer un programme national de surveillance phytosanitaire
			A.12.3 : Organiser une session de formation des formateurs sur la surveillance
			A.12.4 : Organiser 3 sessions de formation des agents de terrain et partenaires sur la surveillance
			A.12.5: Acquérir le matériel roulant pour la surveillance
		R 13 : L'ONPV dispose d'un	A.13.1 : Recruter un consultant pour élaborer les procédures de

		manuel de procédures de surveillance phytosanitaire	surveillance
			A.13.2 : Organiser des réunions (élaborer TDR et valider les procédures de surveillance)
	O.S 3.4 : Mettre en place un système efficace d'inspection phytosanitaire des importations	R 14 : L'ONPV dispose d'un système d'inspection à l'importation efficace	A.14.1 : Recruter un consultant pour élaborer les procédures d'inspection à l'importation
			A.14.2 : Organiser des réunions (Valider TDR et procédures d'inspection)
			A.14.3 : Acquérir du matériel d'inspection
	O.S 3.5. Renforcer la capacité de l'ONPV à effectuer l'Analyse du risque phytosanitaire	R 15 : L'ONPV dispose d'une unité d'Analyse des risques phytosanitaires (ARP) fonctionnelle	A.15.1 : Créer e faire fonctionner un comité national ARP
			A.15.2 : Organiser un atelier de formation et d'information des membres du comité sur l'ARP
			A.15.3 : Former 5 agents ONPV en ARP
	O.S 3.6. Renforcer le système de contrôle phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit	R16 : L'ONPV dispose d'un système de certification phytosanitaire à l'exportation, réexportation et transit efficace	A.16.1 : Recruter un consultant national pour mettre à jour le système et élaborer les procédures de contrôle phytosanitaire à l'exportation
			A.16.2 : Organiser des réunions (pour TDR, Validation du système de certification)
			A.16.3 : Acquérir le matériel d'échantillonnage et d'analyse
			A.16.4 : Former 40 contrôleurs phytosanitaires sur les procédures de certification à l'exportation
		R17 : L'ONPV dispose d'un mécanisme de gestion des notifications de non-conformité	A.17.1 : Organiser des réunions pour élaborer un mécanisme de gestion des notifications
			A.17.2 : Organiser une réunion d'information des parties prenantes sur la gestion des notifications

Axe Stratégique 4 : Renforcement de la communication et de la coordination entre les parties prenantes pertinentes	O.S.4.1 : Créer un environnement propice à la mise en œuvre des activités phytosanitaires	R18 : La communication et la collaboration avec les parties prenantes sont effectives	A.18.1 : Organiser des réunions périodiques d'échange d'information avec les parties prenantes pertinentes
		R 19 : L'ONPV dispose d'une base de données informatisée fonctionnelle et disponible pour le public	A.19.1 : Recruter un consultant pour mettre en place une base de données informatisée
			A.19.2 : Organiser des réunions
			A.19.3 : Acquérir les équipements de la base de données
			A.19.4 : Former 4 agents de l'ONPV comme gestionnaires du système de bases des données
			A.19.5 : Organiser des sessions de formation des agents ONPV sur l'utilisation de la base des données

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le renforcement des capacités phytosanitaires est un investissement stratégique. En protégeant ses plantes, le Mali protège son économie, son environnement et l'avenir des générations futures. La réussite de la mise en œuvre de la stratégie nationale de renforcement des capacités phytosanitaires du Mali est tributaire de plusieurs facteurs dont le portage politique, la disponibilité des ressources humaines et matérielles, ainsi que le financement des actions de la stratégie. La mise en œuvre nécessite également une approche structurée à plusieurs niveaux et composantes. Les recommandations clés pour sa bonne mise en œuvre incluent :

- la création de mécanismes de coordination pour assurer une approche unifiée entre les différents ministères et organismes ;
- le renforcement de la collaboration avec des partenaires techniques et financiers régionaux et internationaux ;
- le développement des capacités techniques et institutionnelles ;
- la mobilisation des ressources et le financement en améliorant la capacité de mobilisation des fonds internes et en alignant les besoins sur les bailleurs ; et
- La mise en place d'un système de Suivi, Évaluation et Communication efficace afin de suivre les progrès réalisés, évaluer régulièrement les performances et diffuser les résultats et les bonnes pratiques.